

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de CHAMPAGNE-ARDENNE

Charleville-Mézières, le 14 juin 2013

Unité territoriale

Objet : installations classées pour la protection de l'environnement
Instruction dossier de demande d'autorisation d'exploiter
Ardoisières de Rimogne à Harcy

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES **au CODERST des Ardennes**

Par transmission du 29 juin 2011, Monsieur le Préfet des Ardennes a adressé à l'inspection des installations classées, en vue d'une présentation aux membres du comité Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques, pour examen et avis, une demande d'autorisation d'exploiter présentée par la Société Ardoisières de Rimogne à Harcy.

Copie : chrono - dossier

La DREAL Champagne-
Ardennes est certifiée
ISO 9001



Tél. : 03 24 59 71 20 - fax : 03 24 57 17 69
ZAC du Bois Fortant - Rue Paulin Richier
08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

I - PRESENTATION

I - 1. Objet de la demande

La société Ardoisières de Rimogne exploite depuis 1934 sur le site d'Harcy, une installation de fabrication de poudres minérales issues du broyage de schistes ardoisiers. Le gisement de matière première se situe dans la carrière avoisinante appartenant à la même société. Le site dispose à ce jour d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 1er avril 1980. Cet arrêté ne vise pas toutes les activités du site exercées à ce jour, suivant les conditions d'exploitation actuelles ; par conséquent il est nécessaire de régulariser la situation administrative du site et d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation à ces évolutions.

I – 2. Présentation du pétitionnaire

- Nom de la société : **Ardoisières de Rimogne**
- Forme juridique : Société par actions simplifiée
- Capital social : 417 522 €
- Adresse du siège social: 136, rue Pasteur, 08150 Rimogne
- Téléphone : 03 24 35 11 55
- Adresse de l'usine: **rue de la Gare 08150 Harcy**
- N° de registre du commerce : 786 020 552 RCS Charleville-Mézières
- N° SIRET : 786 020 552 00018
- Code APE : 141 A

Représentée par : M. Christian SCHNEIDER, Directeur Général

I – 3. Historique du site

La société « **Les Ardoisières de Rimogne et de Saint-Louis-sur-Meuse** » a dû abandonner la production d'ardoises de couverture en 1971 pour des raisons économiques. Elle a conservé l'activité de broyage commencée en 1934, grâce à la fabrication de paillettes et de poudre d'ardoise utilisées pour le surfacage de produits d'étanchéité en bitume « roofing ». La fabrication, par broyage et tamisage, a d'abord été faite à partir des déchets ardoisiers accumulés pendant plusieurs siècles (verdoux). Cependant, ces réserves de bonne qualité et de couleur convenable se sont progressivement épuisées. La société s'est alors orientée vers l'exploitation à ciel ouvert de la veine ardoisière Renaissance localisée près de La Richolle sur la commune d'Harcy. Cette carrière est en exploitation industrielle depuis l'autorisation de 1995.

A l'emplacement de l'usine d'Harcy, l'activité de broyage existe depuis plus de 77 ans (1934).

Ardoisières de Rimogne est la seule activité, liée à l'exploitation du schiste ardoisier, qui se soit maintenue dans les Ardennes françaises.

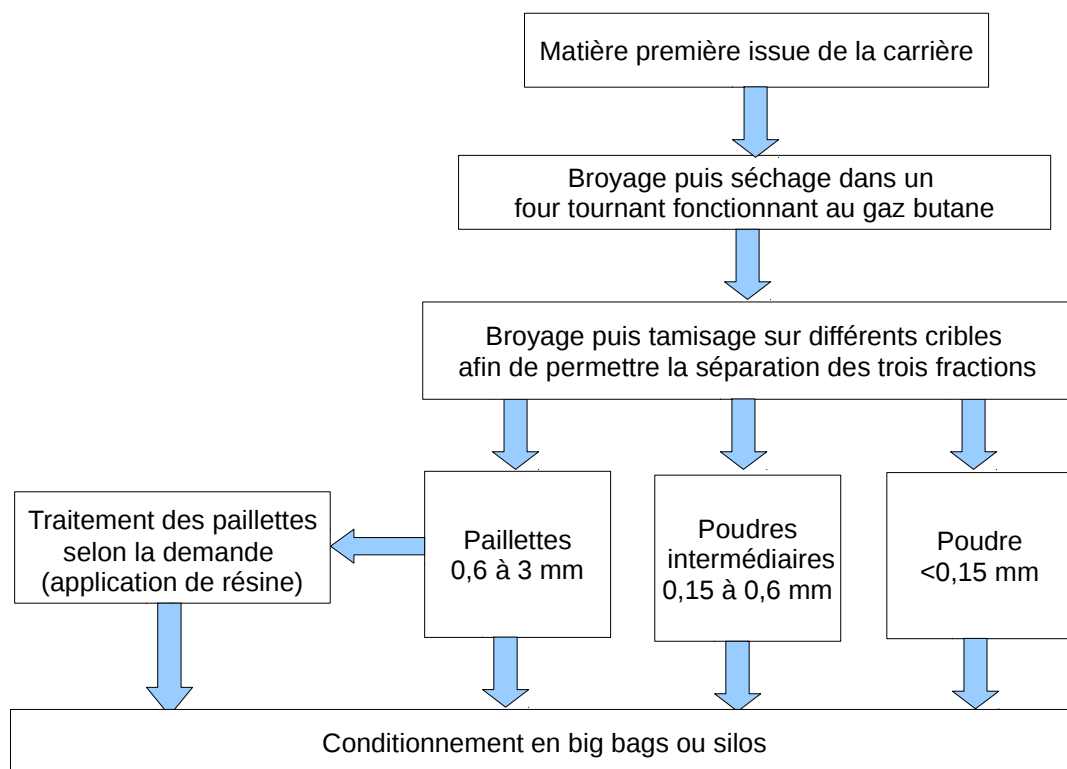
I -4. Présentation des activités

Le site est implanté sur les communes d'Harcy et Rimogne. L'usine se trouve à 16 km au Nord-Ouest de Charleville Mézières, près de l'ancienne voie de chemin de fer Charleville Mézières-Hirson. Elle est construite sur un site de 6,1 ha. Elle broie environ 60 000 tonnes de matériaux par an et obtient ainsi trois produits différents :

- des paillettes (0,6 à 3 mm) destinées au surfacage de membranes d'étanchéité ;
- des produits intermédiaires (0,15 à 0,6 mm) utilisés comme anticollants ;
- des poudres (< 0,15 mm) utilisés comme matière de charge pour les bitumes, les mastics...

Une partie des paillettes est traitée selon la demande.

Procédé de fabrication



L'équipement de production comporte :

- Un stockage de produits minéraux solides (dépôt de matières premières) de 35 000 m³
- Un dispositif de broyage, tamisage, conditionnement de produits minéraux de 420 kVA
- Des réservoirs de gaz inflammables d'une capacité totale de 36,5 t
- Une installation de distribution de fioul de 0,6 m³/h
- Un dispositif de combustion de gaz de 2,85 MW
- Une installation de compression d'air fonctionnant à des pressions effectives >10⁵ Pa de 74 kW
- Un atelier d'application de résines organiques utilisant 300 kg/j fonctionnant environ 8 semaines par an
- Des bouteilles d'oxygène
- Des bouteilles d'acétylène
- Un atelier d'entretien de véhicules à moteur
- Des bureaux
- Un stockage de produits minéraux pulvérulents (300 t)

Les produits fabriqués sont conditionnés en silos ou stockés en big-bags dans un magasin.

I – 5. Liste des installations classées

L'activité principale exercée relève de la rubrique n°2515 (broyage, tamisage, ensachage de produits minéraux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et est soumise depuis le 26 novembre 2012, au régime de l'enregistrement (suite au décret n°2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la rubrique correspondante).

Rubriques	Désignation	Volume des activités	Régime
2515-1b	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non	420 kW	E

	dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous rubrique 2515-2. La puissance des installations, étant supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW		
--	---	--	--

Les autres installations contribuant à cette activité principale relèvent du régime déclaratif et du régime non classé :

Rubriques	Désignation	Volume des activités	Régime
1412-2b	Stockage en réservoir manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression de la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockage réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t.	36,5 tonnes	DC
1414-3	Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Alimentation du four de séchage	DC
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant supérieure à 15 000 m ³ , mais inférieure à 75 000 m ³ .	35 000 m ³	D
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. Lorsque l'installation consomme exclusivement seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfié, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	2,85 MW	DC
2940-3-b*	Application, cuisson et séchage de vernis, peinture, colle, enduit, etc. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion : -des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumeuses, couvertes par la rubrique 1521, -des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450, -des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930, -ou de toute activité couverte explicitement par	Q = 150 kg/j (300/2 kg/j) **	DC

	<p>une autre rubrique.</p> <p>Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques. Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 20kg/j mais inférieure à ou égale à 200 kg/j</p>		
--	---	--	--

* NB : La rubrique 2940-3 concerne ici l'application sur les paillettes brutes de résine par mélange d'une dispersion aqueuse d'un copolymère styrène/acrylique, à raison de 300 kg/j. La résine est mise en œuvre dans le bâtiment F.

- Préparation d'un mélange 300 kg de résine + 450 kg d'eau, stocké dans une cuve plastique et maintenu en agitation,
- Prélèvement de quantités unitaires de 7,5 kg avec une pompe à membrane, directement transférées dans le mélangeur.

Conformément à la réglementation relative à la rubrique 2517, les produits pulvérulents sont stockés soit en silo, soit sous conditionnement.

** Cette préparation contient donc moins de 10% de solvants organiques au moment de l'emploi et le point d'éclair est supérieur à 55°C. Ces caractéristiques conduisent à appliquer le coefficient 0,5 à la masse de produit utilisée par jour.

Rubriques	Désignation	Volume des activités	Régime
1220-3	Emploi et stockage de l'oxygène La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	0,6 Nm ³ 15,1 kg	NC
1418	Stockage ou emploi de l'acétylène (bouteilles) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 kg	7 Nm ³ 8,1 kg	NC
1432-2-b	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : représentant une capacité équivalente totale est inférieure à 10 m ³	C _{équ.} =3 m ³	NC
1434-1-b	Installation de distribution de fioul <1 m ³ /h	0,6 m ³ /h	NC
1510-3	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements relevant du public. Le volume des entrepôts étant inférieure à 5000 m ³	100 m ³ de palettes	NC
2640-2-b	Fabrication industrielle, emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels. Emploi, la quantité utilisée étant inférieure à 200 kg/j	3 kg/j	NC
2920	Installations de compression d'air fonctionnant à des pressions effectives supérieure à 10 ⁵ Pa, et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant inférieure à 10 MW	74 kW	NC
2930-1-b	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur. La surface de l'atelier étant inférieure à 2000 m ² .	130 m ²	NC

I – 6. Constitution du dossier et légitimité de l'instruction en cours

La demande a été déposée le 29 juin 2011. Le dossier correspondant avait pour objet une demande d'autorisation

d'exploiter pour la rubrique 2515 (en régularisation administrative). Le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 a modifié le niveau de classement de cette rubrique. L'activité principale de l'établissement est donc soumise aujourd'hui au régime de l'enregistrement. Il convient néanmoins de poursuivre la procédure engagée en 2011, en considérant que l'activité était alors en irrégularité administrative. La finalisation de l'instruction prendra en compte l'état d'enregistrement de l'activité principale.

II - INSTRUCTION DE LA DEMANDE – AVIS EXPRIMES

II – 1. Avis des Conseils Municipaux

Les communes d'Harcy, de Rimogne, du Châtelet-sur-Sormonne et de Murtin-et-Bogny ont été consulté le 30 novembre 2011 lors de la procédure d'instruction. L'inspection des installations classées n'a pas reçu d'avis de ces communes.

II - 2. Avis des Services Administratifs

♦ Avis de la Direction Départementale des Territoires, Service de l'Eau, de la Prévention des Risques et de la MISE

Ce service a émis l'avis suivant. Le document appelle, de la part de ce service, les remarques suivantes :

Police de l'eau - assainissement :

le type de traitement des eaux usées domestique doit être décrit. Ce type d'installation est soumis à l'avis de bonne conception et de bon fonctionnement du SPANC.

Police de l'eau - Milieux aquatiques :

* dans la partie 1, revoir les références.

Page 18, depuis novembre 2009, il y a un nouveau SDAGE Rhin Meuse, revoir les orientations de ce SDAGE et non celui de 1996 ;

* prélèvement de 4000 m³/an dans les ardoisières (eaux souterraines) : installer un compteur et se conformer à l'arrêté de prescriptions générales joint à l'avis concernant le prélèvement d'eau dans la nappe (en particulier la sécurité par rapport aux risques de pollution)

Nature, forêt, chasse :

Le dossier a des références anciennes concernant les milieux naturels, car il ne cite que la ZICO du plateau ardennais qui n'a de valeur que d'inventaire.

Hors, depuis cette ZICO est devenue site Natura 2000 "plateau Ardennais". Il s'agit d'une Zone de Protection Spéciale désignée par arrêté ministériel du 25 avril 2006.

Le site de l'exploitation tutoie très étroitement le périmètre du site Natura (voir peut être plus). Cette situation mérite à minima de faire une évaluation des incidences Natura 2000, uniquement sur l'évaluation préliminaire (cf extrait de circulaire ci-joint).

♦ Avis de l'Agence Régionale de Santé

Cette agence a rendu un avis favorable au dossier présenté, sous les réserves suivantes :

- L'évaluation du risque sanitaire soit être complétée en indiquant la teneur en silice des matériaux extraits, exprimée en mg/m³ et en pourcentage de silice dans les poussières alvéolaires, ainsi que les données au niveau de l'empoussièrement du site ;
- Le pétitionnaire s'engage à prendre toutes les mesures compensatoires complémentaires afin de réduire l'impact acoustique de l'usine sur les habitations voisines ;
- En cas de plainte du voisinage, le pétitionnaire devra réaliser des mesures acoustiques, à ses frais, et prendre toutes les mesures supplémentaires nécessaires ;
- Le pétitionnaire devra mettre en place un système de protection anti-pollution du réseau communal, conformément à l'article R. 1321-57 du Code de la Santé Publique.
- Un système de transit des eaux pluviales via un déboureur-déshuileur avant le rejet vers le milieu naturel

soit mis en place.

♦ **Avis des Service Départemental d'Incendie et de Secours**

Ce service a émis un avis favorable pour l'exploitation d'une installation de fabrication de poudres minérales issues du broyage de schistes ardoisiers de la carrière exploitée par la société Ardoisières de Rimogne sur la commune d'Harcy, sous réserve des dispositions réglementaires applicables :

Au regard de l'activité présente sur le site, ce service estime qu'il conviendra de respecter les prescriptions suivantes :

Défense extérieure contre l'incendie :

- Le point d'aspiration sur le ruisseau de la "Richolle" situé à 200 m du site ne dispose pas d'une aire d'aspiration. L'exploitant doit se rapprocher de la mairie et de la Direction Départementale des Territoires, afin de mettre en conformité le point d'aspiration recensé.

Risque de pollution :

- Le fioul est stocké dans une cuve métallique sans système de rétention. La cuve de fuel devra être contenue dans une cuve de rétention de même capacité.

Demande de plans ETARE :

La société Ardoisières de Rimogne doit prendre contact par courrier avec le service Prévision du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Ardennes, 42 bis route de Warnécourt à PRIX-LES-MEZIERES 03.24.32.46.00 en vue de la création d'un plan "ETARE".

Moyens d'intervention : l'alerte des services de secours devra être réalisée par le numéro unique d'appel d'urgence, le "18" (Centre de Traitement de l'Alerte). Des essais devront être effectués une fois par an par l'exploitant pour confirmer l'identification du numéro de téléphone de la société.

♦ **Avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, Service Archéologie**

Cette direction a souligné que la demande soumise ne fera l'objet d'aucune prescription archéologique.

Il convient de rappeler au pétitionnaire que toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée sans délai au maire de la commune conformément à l'article L. 531-14 du code du patrimoine.

♦ **Avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, Service territorial de l'Architecture**

Ce service a émis un avis favorable à la demande.

♦ **Avis de la Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi**

Cette direction a émis un avis favorable au présent dossier sous réserve du respect des dispositions du code du travail en matière :

- de vérifications périodiques ;
- de formation à la sécurité ;
- de circulation ;
- de ventilation ;
- d'ambiance sonore ;
- de protections collectives ;
- de plan de prévention ;
- de matériel de premier secours et secouriste ;
- d'institutions représentatives du personnel.

♦ Avis de la Direction Interdépartementale des Routes Nord

Cette direction a souligné que la demande visait une régularisation administrative pour une usine fonctionnant depuis plusieurs décennies. Jusqu'à présent, le trafic poids lourds induit par l'activité n'a eu aucun impact notable sur la circulation sur la RN 43. En conséquence, cette direction n'a pas formulé d'observation particulière à retenir.

♦ Avis du Pôle Défense et de la protection civile

Ce pôle n'a pas émis de remarque particulière, sous réserve du respect des prescriptions de l'étude de dangers.

♦ Avis du Service de Navigation du Nord Est

Ce service n'a pas émis d'avis.

II – 3. Enquête publique et avis du Commissaire Enquêteur

L'enquête publique a été ouverte par l'arrêté préfectoral du 22 février 2012. Elle a eu lieu du 14 mars au 14 avril 2012 inclus.

L'avis de l'autorité environnementale a été donnée le 31 janvier 2012.

Il n'a pas été émis de remarques lors de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a questionné l'entreprise par courrier du 14 avril 2012.

L'entreprise a apporté les éléments suivants par le courrier du 7 mai 2012 :

• **Poussière**

« Comme mentionné dans le dossier, l'entreprise s'est équipée d'un tracteur agricole pour réaliser les travaux de balayage régulier du site. Une entreprise agricole locale assurait cette tâche ainsi qu'un lavage régulier des quelques dizaines de mètres de route départementale, à l'aide d'une tonne à eau, en particulier en période d'exploitation de la carrière.

L'emploi du temps de l'agriculteur ne lui permettant pas une intervention aussi régulière que nécessaire, nous avons donc investi dans un tracteur agricole pour intervenir nous même autant que de besoin. Toutefois, nous sommes confrontés à un problème réglementaire ; en effet si un permis poids lourd simple suffit pour le tracteur et la balayeuse (deux salariés de l'entreprise en sont titulaires), l'utilisation d'une tonne à eau nécessite le permis "super lourd", pour lequel un des salariés est à l'heure actuelle en formation. Dès que le chauffeur sera titulaire de ce permis, nous ferons l'acquisition d'une tonne à eau, dont l'utilisation réduira les envolées de poussières au passage des véhicules sur la CD 122. »

• **Eau**

« L'entreprise s'était engagée à réaliser une étude technico-économique relative au traitement des eaux pluviales ainsi que celles de lavage de véhicules et d'aspersion de voiries.

Cette étude est terminée et nous disposons des éléments qui vont permettre une programmation des investissements. »

• **Bruit**

« Le dossier fait état d'un projet de merlon pour limiter l'impact du fonctionnement de l'usine. Suite à différents contacts avec une entreprise spécialisée dans ces questions, il s'avère qu'un merlon n'est peut être pas la solution la plus pertinente. Nous avons donc demandé une étude complémentaire visant à traiter le problème en détail :

- identification et localisation des sources de bruit ;

- modélisation de l'implantation d'un merlon, traitements individuels des différentes sources. »

Suite à cette réponse et compte-tenu des éléments suivants :

- que s'agissant d'une installation classées pour la protection de l'environnement (rubrique ICPE - Type A 2515.1), la demande d'autorisation devenait obligatoire ;
- que le cabinet d'étude chargé du dossier a présenté toutes les mesures prises ou à prévoir pour limiter ou supprimer les nuisances et les risques éventuels ;
- que des aménagements aux abords du site ont été réalisés dernièrement (Imperméabilité - arrosages) ;
- qu'aucune réclamation ou observation n'a été enregistrée sur le registre d'enquête ;

- du rapport de l'inspection du 5 août 2011 ;
- de l'avis de l'autorité environnementale du 31 janvier 2012 ;

le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sous réserve que l'entreprise respecte rigoureusement les mesures compensatoires prévues ou à prévoir, ainsi que les contraintes imposées dans le cadre de la notice "Hygiène et Sécurité"

III-ELEMENTS DE REPONSE TRANSMIS PAR L'EXPLOITANT

Les avis des services ont été transmis à l'exploitant par l'inspection des installations classées lors d'une visite d'inspection organisée le 4 juillet 2012. Suite à cette visite, l'exploitant devait apporter les réponses attendues avant fin septembre 2012. Il a apporté des compléments partiels le 16 novembre 2012, le 8 et le 18 février 2013 repris dans le tableau suivant (réponses reprises telles que des propositions faites par l'exploitant sans validation, à ce jour, de l'inspection des installations classées) :

Type d'impact	Domaine du complément	Éléments transmis / mesures prévues
Faune et Flore	Étude Natura 2000 (Réponse le 18 février 2013)	<p>L'exploitant a complété son dossier le 18 février 2013 avec une étude d'incidence Natura 2000 à jour. Cette étude conclue que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le renouvellement de l'autorisation d'exploitation de l'usine sera sans incidence directe sur les espèces et sur les habitats d'espèces qui ont justifié la désignation de la ZPS du plateau Ardennais ; • que les perturbations indirectes générées par l'exploitation resteront comme à ce jour, localisées au périmètre icpe et aux abords proches, sans impact significatif sur l'avifaune forestière locale. <p>Aucune mesure compensatoire n'est prévue</p>
Eau	Traitement des eaux usées (Réponse du 16 novembre 2012)	Le traitement des eaux usées est assuré par une fosse septique, elles sont ensuite rejetées dans un puits perdu (ancienne galerie des mines). Après une première étude suivie d'une enquête publique avec avis défavorable, la commune de Rimogne n'a pas encore pris de décision quant au futur assainissement, des études complémentaires sont en cours. L'exploitant conclut qu'une éventuelle modification de l'installation ne pourra donc s'envisager que lors de la mise aux normes prochaine du réseau communal.
	SDAGE Rhin Meuse (Réponse du 16 novembre 2012)	Les orientations générales du nouveau SDAGE Rhin Meuse n'affectent pas particulièrement les conditions d'exploitation du site.
	Prélèvements anciennes galeries d'exploitation d'ardoises (Réponse du 16 novembre 2012)	Un compteur a déjà été installé. Le contexte hydrogéologique local est marqué par l'absence de nappe, la présence d'importants volumes d'eau est liée à l'existence d'anciennes galeries d'exploitation d'ardoises situées sous l'usine. L'exploitant conclut que le pompage ne présente aucun risque de pollution.
	Prélèvement réseau eau communal (réponse du 8 février 2013)	L'exploitant a fait l'acquisition du système anti-pollution, une demande de prix d'installation par une entreprise spécialisée est en cours d'après l'exploitant.
	Eaux pluviales et de voiries (Réponse du 16 novembre 2012)	<p>Une étude spécifique complémentaire a été menée, qui conclut à deux types de travaux à réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réfection de certains éléments de toitures : travaux réalisés en 2012 ; • création de fossés et d'une lagune, pose d'un déboureur-déshuileur, l'ensemble du budget est estimé à 64 000 €. <p>L'investissement est envisagé dans le cadre du projet d'investissements pluriannuel en cours d'élaboration.</p> <p>L'exploitant prévoit l'échéancier suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Étude complémentaire d'implantation : 2013 ; • Installation du dispositif : 2014.
Étude du	ERS	Une mesure du niveau d'empoussièrément du site est en cours, les données

risque Sanitaire	(Réponse du 16 novembre 2012)	seront obtenues suites aux analyses.
Bruit	Bruit (Réponse du 16 novembre 2012)	<p>L'exploitant avait envisagé l'implantation d'un merlon végétalisé de 4 mètres de haut en bordure du site, pour laquelle il a réalisé les acquisitions foncières. Une étude spécifique a été réalisée par un organisme spécialisé et communiqué à la DREAL.</p> <p>Il s'est avéré que la mise en place d'un merlon n'était pas la solution la plus efficace. L'étude conclue qu'il conviendrait de condamner les ouvertures et d'installer un bardage double peau sur l'ensemble des bâtiments de traitement. L'exploitant a indiqué que de tel travaux représentent des investissements très importants, qui ne pourront être envisagés que très progressivement.</p> <p>L'exploitant prévoit ou a réalisé les travaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dispositions générales préconisées par l'étude sont mises en œuvre : engins aux normes, utilisation limitée du klaxon, pas d'utilisation d'appareil de communication gênant, vitesse limitée ; • l'engin de travaux publics sera équipé avant fin 2012 d'un autre avertisseur sonore de recul, moins bruyant vis-à-vis des environs du site ; • en ce qui concerne les installations de traitement, il est impossible pour des raisons budgétaires d'envisager un bardage double peau de l'ensemble des bâtiments dans un avenir proche. <p>L'exploitant prévoit d'adopter la démarche suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • traitement des ouvertures ; • hiérarchiser les machines à l'origine du bruit et travailler à la source (ex : modification de cheminée de filtre pour adapter un silencieux plus efficace, isolation des goulottes de transfert de produit, etc...) <p>Une durée de deux ans paraît être le minimum pour procéder à cette première étape.</p>
Sols et sous-sols	Pollution accidentelle (Réponse du 16 novembre 2012)	<p>La cuve de résine a été mise sur rétention en 2012.</p> <p>La cuve de fioul n'a pas été mise sur rétention son remplacement est prévu d'ici novembre 2014.</p>

L'exploitant n'a pas, à ce jour, apporté de nouveau complément, malgré les engagements repris dans le tableau précédent et les nombreuses relances de l'inspection des installations classées. Le sujet majeur restant à traiter est relatif à la complétude de l'étude du risque sanitaire. A défaut de réponse, la réserve émise par l'Agence régionale de santé dans son avis (précédemment repris) ne peut être levée. L'inspection des installations classées ne peut alors conclure favorablement à la procédure d'autorisation en cours.

L'objet du présent rapport vise à traiter les manquements du dossier en matière de risque sanitaire. Les autres problématiques révélées lors de l'instruction de la demande de régularisation administrative seront traitées spécifiquement à l'occasion de la clôture de la présente instruction et/ou au cours de visite d'inspection (notamment pour les défauts de conformité)

IV - ETUDE DES RISQUES SANITAIRES

IV – 1. Synthèse de l'étude des risques sanitaires et problématique correspondante liée à la demande

L'étude des risques sanitaires retient comme scénario l'inhalation d'air chargée par les rejets atmosphériques. Les données utilisées pour les différents calculs sont les suivantes :

Dénomination	Vitesse d'éjection (m/s)	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Température (°C)	Flux poussières en g/h
Filtre principal	4,42	7	1	12	34,5

Filtre broyeur	10,68	14	0,55	17	23,1
Filtre four	14,03	13	0,6	80	12,1

Les poussières ont été assimilées à des poussières de taille 2,5 µm. Les rejets de la société sont constitués de poussières minérales. Les poussières n'ont pas de VTR. L'objectif de la qualité de l'air qui est de 10 µg/m³ pour les PM 2,5 ne peut être considéré comme une VTR. N'ayant aucune autre valeur de référence, l'objectif de qualité de l'air est pris en comparaison. La concentration maximale modélisée sur l'ensemble de la zone est de 0,5 µg/m³ soit 20 fois inférieure à l'objectif de la qualité de l'air (en niveau moyen annuel).

IV – 2. Avis de l'Agence régionale de santé et de l'inspection des installations classées

L'Agence Régionale de Santé demande que l'évaluation du risque sanitaire soit complétée en indiquant la teneur en silice des matériaux extraits, exprimée en mg/m³ et en pourcentage de silice dans les poussières alvéolaires, ainsi que les données au niveau de l'empoussièrement du site.

L'exploitant a indiqué, le 16 novembre 2012, qu'une mesure de niveau d'empoussièrement du site était alors en cours. Il n'a, depuis lors, transmis aucun élément sur ce point.

Une réunion a eu lieu entre l'agence régionale de santé et l'inspection des installations classées le 5 juin 2013 pour définir le cadre de consultation possible du pétitionnaire sur ce sujet et des mesures conservatoires à envisager, sans délai, le temps de la régularisation administrative. Dans ce cadre, l'inspection des installations classées propose alors de reprendre, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, les demandes correspondantes et de prescrire, à titre conservatoire, la réalisation de mesures visant à protéger au mieux les intérêts exprimés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement le temps de la régularisation administrative des activités du site.

V - CONCLUSION

La demande présentée par la société Ardoisières de Rimogne concerne la mise à jour de son dossier d'autorisation d'exploiter sur l'activité de broyage concassage de schistes ardoisiers. Les enjeux principaux du dossier pour lesquels des questions restent en suspens sont liées à l'évolution d'un site ancien, plus particulièrement sur les poussières émises par l'activité du site. Pour pouvoir conclure sur la procédure en cours, il convient que l'exploitant réalise des mesures d'empoussièrement à effectuer régulièrement et plus particulièrement lorsqu'elles sont le plus représentative, c'est-à-dire en saison estivale. A partir d'une campagne à réaliser en juillet 2013, il convient que l'exploitant apporte les réponses attendues pour lever les réserves émises par l'Agence régionale de santé dans le cadre de la procédure en cours.

L'inspection des installations classées propose ainsi aux membres du Comité Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire comprenant :

- la réalisation d'une mesure d'empoussièrement avant fin juillet 2013. Les points de mesures choisis devront être préalablement validés (nombre de points, positionnement des points) par l'Agence Régionale de Santé et l'inspection des installations classées ;
- la réalisation des mesures d'empoussièrement à fréquence mensuelle par la suite, le temps de la régularisation administrative des activités du site ;
- la transmission de l'étude du risque sanitaire complétée avec les données d'empoussièrement et la part en silice des rejets avant fin août 2013.

Au vu des éléments développés dans le présent rapport et des éléments fournis par le pétitionnaire, il est proposé aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral complémentaire tel que présenté ci-avant.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe du présent rapport.

Rédacteur	Validateur	Approbateur
L'inspecteur des installations classées,	L'inspecteur des installations classées,	Pour le directeur régional et par délégation, Le chef de l'unité territoriale Ardennes,
signé	signé	signé